

LOIRE ATLANTIQUE les nouvelles

Édité par la Fédération du Parti Communiste Français - N° 467 - 10 mars 1988 - Prix 2,50 F

Machine à laver **CANDY**

Candy - Alizé 18 _____ **3 990 F**

Candy - 4404 _____ **1 995 F***

Ets DAVY P.

85, avenue de la République
SAINT-NAZAIRE - Tél. 40.22.52.84

* Prix emporté. (Livré : + 200 F.)

QUATRE MILLE AVEC LAJOINIE

Le meeting de Nantes avec le candidat communiste : un succès

Un succès qui confirme le climat de confiance qui gagne le Parti dans notre département.

L'enthousiasme et la détermination des 4 000 participants à ce meeting contredisent la morosité de la campagne du défilé des ministres et d'ex-ministres à Nantes.

Ce n'est pas de l'actuel ministre de l'intérieur, l'homme qui a les mains couvertes de sang du jeune Malik et de notre camarade Lucien Barbier, que les familles en difficultés dans notre département peuvent attendre une quelconque amélioration de leurs conditions de vie. Avec à la Tribune, celui que chacun appelle le déménageur de la région : Olivier Guichard et une poignée de ceux qui font partie des 3 153 familles des Pays-de-Loire qui disposent de 20 milliards de francs de patrimoine. Les tenants du grand capital n'ont que l'embaras du choix les 24 avril et 8 mai.

La morosité de la campagne s'explique simplement. A l'exception de celle d'André Lajoinie, le débat tourne autour du bilan.

Le meilleur serait celui qui aura le moins licencié ; Chirac se félicitant de diminuer le chômage, quelques jours après avoir confirmé la fermeture du Technip.

Les socialistes s'efforçant de démontrer combien ils ont changé depuis 1981.

Les salariés de Dubigeon, de la mécanique, de la chimie, de Elf... en savent quelque chose.

Dans ces secteurs, cela a été soit la fermeture, soit la diminution importante d'effectifs, résultats inverses aux promesses de 1981.

Selon eux aujourd'hui la chance pour la France ce sera Europe 92. De la droite aux socialistes, chacun tente d'apparaître comme le meilleur européen. Mais cela fait des années que des entreprises licencient ou ferment à cause de la politique européenne, que la Navale ne pourrait plus prendre de commande, que l'Aérospatiale diminue ses effectifs. C'est pour être concurrents au niveau européen que Elf et la chimie licencient. Aujourd'hui, Chirac, Barre, Mitterrand nous proposent d'accélérer la mise en place de cette Europe qui a déjà entraîné des millions de licenciements.

Plus on approche du 24 avril, plus il est clair que ceux qui nous gouvernent aujourd'hui, ou ceux d'hier, n'ont rien à proposer que la poursuite de ce qu'ils ont déjà fait. La différence se faisant sur le plus ou moins

de chômeurs, plus ou moins de misère.

André Lajoinie, par son dynamisme et la cohérence de ses propositions, a démontré combien la France possédait de moyens pour s'en sortir, pour combattre le chômage, la misère et que les dizaines de milliards existent pour cela qui sont aujourd'hui utilisés pour le nucléaire militaire, pour rembourser l'emprunt Giscard, ou pour acheter des usines aux Etats-Unis, en Corée.

S'il en est ainsi, c'est que Mitterrand et Chirac en sont d'accord comme ils viennent de le montrer au sommet de Bruxelles.

La politique que connaît notre département depuis plus de vingt ans, le sort des travailleurs de Dubigeon, de la Mécanique, de la Technip doivent être sanctionnés le 24 avril. Quel que soit le choix de chacun le 8 mai, le premier tour doit être l'occasion de condamner les choix actuels de Chirac mais également les renoncements des engagements du candidat Mitterrand.

Ce premier tour doit être le moyen de faire entendre nos revendications de se prononcer pour une politique nouvelle de justice, de liberté et de paix pour une véritable politique de gauche.

Ceux qui aujourd'hui ironisent sur la proposition d'André Lajoinie d'un SMIC à 6 000 F sont les mêmes qui hier ont accepté la casse de nos entreprises, le blocage de nos salaires et sont d'accord pour poursuivre la cohabitation afin de gouverner au centre.

La campagne que mène actuellement les communistes pour faire connaître et soutenir les propositions de leur candidat A. Lajoinie montre que rien n'est joué.

A l'image de la section de Brière qui compte aujourd'hui près de 300 adhérents au lieu de 260 fin décembre 1987, du nombre d'appels à voter recueilli, aux cheminots, dans les « SNIA », à la SEMITAN, P.T.T., E.D.F. et maintenant dans les quar-

tiers, à 7 semaines du premier tour tout confirme qu'il est possible d'assurer un bon résultat à notre candidat. Ce dont il s'agit, c'est de voir grand, avec les points de rencontre, d'aller vers ces millions de gens qui attendent du neuf, qui attendent autre chose que l'appel à de nouveaux sacrifices. Nous sommes les seuls à pouvoir proposer cette politique nouvelle. Nous sommes les seuls aujourd'hui à vouloir changer la société.

Les résultats déjà obtenus montrent l'étendue de nos possibilités. A chaque cellule, chaque communiste de créer les conditions de la transformation en vote pour que cela change, le 24 avril.

Jean-René TEILLANT,
membre du secrétariat
de la Fédération
de Loire-Atlantique du PCF
premier adjoint
au maire de Trignac.



La tribune pendant l'allocution d'André Lajoinie devant 4 000 personnes. Au premier rang J.-L. Le Corre qui présidait.

SOMMAIRE

SPECIAL BRIERE :

Raffinerie :
arrêt inquiétant

Une OPAH
dans le SIVOM

Trignac :
le contrat
communal
p. 2

Aérospatiale

Navale
p. 3

Urgent :
un lycée
en Brière
p. 4

Monsieur
de Beudinière
soyez sérieux

Un bassin
sinistré

Un bassin
d'initiation
à la natation
p. 6

RAFFINERIE ARRET INQUIETANT

A la raffinerie de Donges, la direction vient de décider d'avancer les dates de l'arrêt triennal.

Bien loin d'être conjoncturelles, les raisons sont profondes et sérieuses et elles inquiètent le personnel et tous ceux qui sont attachés à l'avenir de la région.

Comment pourrait-il en être autrement alors que depuis 1981, avec l'aval des gouvernements successifs de François Mitterrand, dix raffineries (10) ont été fermées dans notre pays.

A Donges, la direction évoque les conditions économiques qui ne permettent pas d'assurer une marge de raffinage positive, mais soulignait la CGT lors du CE du 15.02.88, elle se garde bien d'en analyser la cause qui est en particulier : LA DEREGLEMENTATION DU MARCHE pétrolier

favorisant des IMPORTATIONS de plus en plus massives de produits finis. En 1987, le solde IMPORT - EXPORT est négatif de 17,4 millions de tonnes, soit un volume supérieur de 51 % à celui de 1986.

A la base de cette déréglementation : l'abrogation de nombreux décrets de la LOI de 1928 qui régentait le marché pétrolier en France. Le 4 décembre 1985, le gouvernement FABIUS décidait de suspendre l'obligation qui était faite aux titulaires de licences A3 (c'est-à-dire les revendeurs de produits pétroliers) : grossistes importateurs indépendants, supermarchés de s'approvisionner à concurrence de 90 % de leurs besoins auprès des raffineries françaises ou européennes.

C'était, rappelle la C.G.T. « condamner le RAFFINAGE FRANÇAIS car cette mesure ne pouvait être que le prémice de mesures plus larges visant à ouvrir toutes grandes nos frontières. Ceci n'a effectivement pas manqué d'arriver ».

Les élus C.G.T. ont à nouveau dénoncé le 15.02.88 « cette politique qui a eu pour conséquence de fragiliser le raffinage français et la raffinerie de Donges en particulier car au-delà de l'avancement de l'arrêt c'est la question du redémarrage qui est posée, la direction conditionnant celui-ci à une amélioration des marges de raffinage ».

Pour que le redémarrage ait bien lieu à la date prévue, vigilance et luttes sont à l'ordre du jour.

Ils dînaient en ville quand elle s'éteignit

Une solide amitié liait les deux couples même si les obligations de la vie avaient peu à peu espacé leurs rencontres. Les enfants partis en vacances de neige, ils avaient décidé de profiter de ce répit pour se retrouver dans un restaurant calme et douillet de la ville. Tout à la joie de partager pour la centième fois les mêmes anecdotes d'école et de voyages, ils en oublièrent l'heure. Et il était plus de minuit quand Philippe et Chantal V... prirent le chemin du retour. Chantal ouvrit la porte de la maison et, surprise par un froid pénétrant, frissonna. Quelqu'un s'était-il introduit pendant leur absence en brisant une fenêtre? Saisi d'un sombre pressentiment, Philippe descendit à la cave. Une longue flaque d'eau s'étendait jusqu'à l'escalier. Il lui fallut se rendre à l'évidence: la chaudière avait "claqué". La soirée prit soudain un goût amer.

Pardonnez-nous, cette histoire, nous l'avons inventée. Mais si peu. Une chaudière qui "claque" ça n'arrive pas qu'aux autres. Nous ne vous le souhaitons pas, mais si une telle mésaventure vous arrive, réfléchissez bien avant de choisir la remplaçante. Dans le domaine du chauffage des progrès importants ont été accomplis, il serait dommage que vous n'en profitiez pas.

Un mariage d'argent

Quelle sera la situation énergétique internationale en 2007? Bien malin celui qui pourrait le dire avec certitude. Et pourtant vous allez devoir investir pour 15 ou 20 ans. Un vieux dicton populaire prétend qu'il ne faut jamais mettre ses œufs dans le même panier. Sage conseil qu'illustre

aujourd'hui la chaudière électrofioul compacte.

C'est une chaudière BI-ENERGIE qui réunit en un seul appareil un brûleur fioul haut rendement et une chaudière électrique. Vous êtes gagnants sur les deux tableaux.

Avec le fioul et l'électricité à votre disposition, vous êtes certains de pouvoir toujours utiliser l'énergie la plus économique pour vous chauffer. En effet, l'électricité est une énergie nationale, française à plus de 90%. Elle est à nous, elle est chez nous. Pas de mauvaises surprises à craindre, ni pour les approvisionnements, ni pour le prix. Quand on parie sur l'avenir, mieux vaut savoir de quoi il sera fait.

Deux énergies pour être tranquille

Autre intérêt de la chaudière électrofioul et non des moindres: la tranquillité. Si l'une des deux énergies vient à manquer ou si l'un des deux corps de chauffe tombe en panne - le risque est faible mais il vaut mieux y penser avant - c'est l'autre qui prend le relais. Dans tous les cas, le chauffage est assuré.

Enfin l'électricité est une énergie discrète: propre, silencieuse, elle ne nécessite ni stockage, ni entretien.

C'est bien cela le progrès. Avoir plus de confort, de tranquillité et dépenser moins.

EJP: les trois lettres gagnantes

Vous avez choisi de mettre votre chauffage à l'heure de la BI-ENERGIE. EDF vous offre alors de bénéficier de son tarif EJP.

343 jours par an, de jour

comme de nuit, c'est-à-dire 95,5% du temps, vous payez le kWh pratiquement au tarif "heures creuses" c'est-à-dire à un prix très bas. Ce tarif concerne bien sûr toute l'électricité dont vous pouvez avoir besoin, le chauffage, l'eau chaude, mais aussi l'électroménager, l'éclairage, la télévision...

Et pendant 22 jours seulement, dits "jours de pointe", le prix du kWh est plus élevé. Pas d'inquiétude. D'abord, pendant chacun de ces 22 jours, il reste toujours 6 heures au tarif bon marché. Ensuite c'est l'élément fioul de votre chaudière qui se charge alors et automatiquement de votre chauffage.

Et l'abonnement? Ce que l'on appelle parfois à tort la location de compteur. Lui aussi, vous le payez moins cher.

Pas de grandes manœuvres

Une chaudière électrofioul compacte s'installe sans difficulté à la place de votre ancienne chaudière fioul hors d'usage. Les travaux sont rapides et se limitent à la chaufferie. Enfin, le prêt "Crédilectrix" vous offre des possibilités de financement total à un taux très avantageux.

Votre chaudière fioul est peut-être déjà ancienne, n'attendez pas qu'elle vous joue un mauvais tour pour vous renseigner sur les différents modèles de chaudières électrofioul compacte.

BI-ENERGIE, électricité + fioul : le chauffage qui assure.

TOUT RENSEIGNEMENTS AUPRES DE VOTRE POINT D'ACCUEIL

EDF

OU EN TELEPHONANT AU **40.47.28.11**

Publicité

Ref. 1.13.4.02.7

SAINT-JOACHIM

UNE OPAH DANS LE SIVOM

Préserver et améliorer le patrimoine immobilier en assurant le maintien sur place de la population, tel est le but d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et de la réflexion des élus communistes de la Brière.

Cette politique de sauvegarde et d'embellissement du patrimoine briéron aura des retombées directes sur :

1 - Le plan économique puisqu'elle fournira aux entreprises locales un marché potentiel non négligeable.

2 - Le plan du bien-être et de l'environnement puisque l'ensemble des travaux réalisés ou projetés concourt à :

- la mise aux normes de confort des habitations ;
- l'accroissement du parc logement social ;
- l'amélioration du cadre de vie.

Elle s'inscrit également dans les préoccupations des Municipalités de maintenir une population active en offrant non seulement un environnement de qualité, mais aussi en confortant les activités existantes et principalement en développant le secteur du bâtiment et des travaux publics, constitué d'artisans et d'entrepreneurs locaux, dont l'accroissement de l'activité ne peut être que bénéfique pour l'ensemble des communes.

TRIGNAC

ASSURER PLEINEMENT LE CONTRAT COMMUNAL

Lors de l'inauguration des H.L.M. place de la Mairie à Trignac, le maire, Jean-Louis Le Corre, devait rappeler l'engagement des communistes pour assurer la mise en œuvre du contrat communal passé avec les électeurs.

Il devait rappeler, notamment, le projet de lotissement prévu rue Pasteur (zone NAB 1) et souligner qu'il s'avérait indispensable de démarrer cette opération dès 1988.

Fidèle à cet engagement, Jean-Louis Le Corre a pris contact avec l'O.P.H.L.M. de Saint-Nazaire et le Crédit Immobilier.

Ceux-ci ont répondu favorablement à la demande du Maire de Trignac.

Ainsi donc, ce qui fut projet, va devenir réalité au cours de l'année 1988.

Roulez Lada à partir de 29 615 F*



Lada 1200 S	29 615 F*
Lada 2105 1300 berline	34 850 F*
Lada 1500 break	39 500 F*
Lada 1600 berline	39 500 F*
Samara	44 300 F*
Samara GL	48 900 F*
Niva 4 x 4	56 900 F*

Une gamme complète à essayer chez votre concessionnaire.

Garantie Réseau Poch Assistance avec AMI
* Prix clés en main au 17/01/88 modèle 88 (hors frais d'immatriculation)

LADA réseau poch

300 concessionnaires et agents en France. UNE SOLIDE REPUTATION DE ROBUSTESSE

Garage DUMAS

CONCESSIONNAIRE 98, ROUTE DE LA COTE-D'AMOUR
TEL. 40.70.08.99 - SAINT-NAZAIRE

(suite page 4)

AEROSPATIALE

L'indispensable embauche

Le succès et le développement de la famille Airbus correspond au besoin du transport aérien pour les années à venir, également à la clairvoyance de l'intervention permanente des salariés avec à leur côté le Parti Communiste Français.

Ce succès c'est 50 avions produits en 1986 et plus de 200 en 1992. Ce chiffre pourrait être encore plus important si la direction et les pouvoirs publics s'en donnaient les moyens.

Lors du Comité Central de décembre 87, M. Martre, P.D.G., déclarait : « Nous refusons tous les jours des commandes d'A 320 et d'ATR ».

A ces choix de renoncement en France, il faut ajouter les milliers d'emplois créés au Canada, en Australie, en Corée, aux U.S.A.

L'actualité de ces dernières semaines témoigne de négociations sur le point d'aboutir pour la réalisation d'une chaîne de montage A 320 avec... Mac Douglas aux U.S.A.

Après avoir conduit une politique d'abandon en France au profit de l'Allemagne avec MBB sous couvert de politique européenne, justifié leur refus d'embauche par la fluctuation du dollar (qui rendrait le marché fragile), direction et gouvernement accentuent la sous-traitance à outrance avec nos propres concurrents que sont les Etats-Unis. Il s'agit bien

d'un choix contraire aux intérêts de l'industrie et de l'emploi en France.

Ce ne sont pas les quelques embauches annoncées par la direction locale qui peuvent inverser cette politique d'abandon.

L'aérospatiale peut et doit jouer un rôle moteur pour la lutte pour l'emploi dans notre région. Tous les chiffres montrent une progression du chômage, de T.U.C...

A l'Aérospatiale de Saint-Nazaire, ce sont 350 emplois stables qu'il est possible de créer rapidement pour être en capacité de répondre au développement de la famille AIRBUS, et à la création d'une chaîne ATR 42 à Saint-Nazaire.

C'est l'objectif de lutte que se sont donné les communistes de cette entreprise.

Cela n'a rien à voir avec un quelconque partage du travail prôné par les gestionnaires de la crise. Les mêmes d'ailleurs qui proposent la construction de l'Europe de 92, alors que c'est cette politique mise en œuvre ces dernières années qui conduit à l'abandon de notre industrie aéronautique.

Autant de choix communs à la droite et au P.S.

Seul pour l'aéronautique, comme d'ailleurs dans les autres domaines, André Lajoinie propose d'autres choix pour son développement et l'indépendance de la France.

25 MARS Assemblée-débat en Brière

C'est, en Brière, un P.C.F. en bonne santé qui est engagé dans la campagne pour l'élection présidentielle.

Actuellement, et c'est la première fois à cette date depuis plus de dix ans, la section de Brière compte déjà 5 % de plus d'adhérents qu'en 1987. Il est vrai que 46 hommes ou femmes ont, depuis le 1^{er} janvier, adhéré au P.C.F.

Afin de fêter cet acquis, gage de nouveaux progrès, la section de la Brière organise une Assemblée avec la participation d'Alain Zouguebi, membre du Comité Central du P.C.F. le :

VENDREDI 25 MARS à 18 h
SALLE POLYVALENTE DE MONTOIR
(Ancienne chapelle de Bellevue)

S'inscrivant dans la campagne électorale, cette Assemblée abordera les questions et préoccupations des gens, les enjeux et raison de la situation actuelle, les solutions pour en sortir, l'importance de l'élection présidentielle.

Poursuite de la discussion lors d'un buffet campagnard, puis, c'est en musique et dans la détente que se poursuivra cette soirée.

Inscription à l'avance auprès d'un militant communiste.
Participation aux frais : 30 F.

NAVALE : Lutter pour vivre

Les stratégies de l'aménagement du territoire ont porté des coups sévères à la construction navale ces dernières années et la perspective de 1992 a accéléré le processus.

Ainsi, Normed se voit interdire de prendre des commandes, Dubigeon a été fermé sur décision prise sous le gouvernement Fabius (décision bien éloignée des promesses pré-électorales faites par Chevènement sur le terre-plein de Penhoët en 1981).

Les Chantiers de l'Atlantique maintiennent leur activité. Cela n'est pas venu tout seul. Les luttes dans les chantiers, organisées par la C.G.T. et ses élus, ont imposé la commande du car-ferry breton à Saint-Nazaire. Avec

la livraison du « Souverain des Mers », un nouveau paquebot est venu garnir le carnet de commande.

Ce qui confirme pleinement ce que nous disons : « La navale a de l'avenir ! ».

Encore faut-il que les décisions politiques y contribuent. Or, de plan Langagne en rapport Guichard, la navale et la région nazairienne ont dû faire face à de sévères attaques.

Aujourd'hui encore, alors que de nouveaux chômeurs techniques sont annoncés aux Chantiers de l'Atlantique, des armateurs ou sociétés françaises perçoivent des aides de l'Etat et commandent des navires à l'étranger.

C'est particulièrement vrai

de Elf, dont la principale unité de raffinage se situe à Donges, qui vient de commander un pétrolier en Espagne. Elf joue donc contre l'emploi en France dans le même temps où elle annonce des profits en forte hausse (ceux d'Alstom sont aussi considérables).

Les faits le confirment, profits et plein emploi sont tout sauf synonymes.

Face donc à de tels pourvoyeurs de chômage, il y a tout lieu de jouer l'intérêt national. Les salariés et la population sont en capacité de le faire en prolongeant leurs luttes par le seul vote qui ne soit pas en contradiction avec celles-ci : **LE VOTE LAJOINIE.**

7 JOURS DU 15 AU 21 MARS CHEZ RENAULT

QUI COMPTENT



A GAGNER ! 1 SUPERCINQ SCHUSS ET...

10 000 CALCULETTES SOLAIRES

GRAND JEU REGIONAL GRATUIT*

OUVERT
SAMEDI ET
DIMANCHE

**REPRISE
5000F
NEUF ET OCCASION**

Pour tout achat d'un véhicule neuf ou d'un véhicule d'occasion, marqué d'un point rouge, reprise 5000 F minimum de votre ancien véhicule quel que soit son état, si vous le possédez au moins depuis 6 mois. Offre réservée aux particuliers.

**CREDITS
EXCEPTIONNELS
NEUF ET OCCASION
CREDIT
TOTAL**

**REPRISE ARGUS
+ 5000F
NEUF ET OCCASION**

Pour l'achat d'un véhicule neuf signalé par un bandeau Argus* + 5000 F, livré avant le 15 avril 1988, nous restituons votre ancienne voiture si elle figure à la dernière cote Argus, aux conditions de l'Argus* + 5000 F.

* Valeur de la cote Argus le jour de la commande diminue de 1) de moitié 2) de 20% pour les professionnels 2) de 30% pour les particuliers. Les frais de remise en état, cette valeur de cote est majorée de 5000 F.

**LES SUPER
5 V.P.
GARANTIES
3 ans
ou 100 000
km****

Mr. FINANCEMENT, LE 1^{er} SERVICE RENAULT



**Manège
GRATUIT
pour vos enfants**

** Jusqu'au 31 mars 1988
* Sans obligation d'achat - Sur région BRETAGNE/PAYS DE LOIRE 22, 29, 35, 53, 56, 44, 85

**SAMEDI 19 et DIMANCHE 20
DEMONSTRATION
DE TRIAL**

Exposition
de MOTOS - VELOS
VELOS TOUTS TERRAINS
TONDEUSES...



Avec la participation de
MECA MOTO, 40, rue de Toules Aides - ST-NAZAIRE - Tél. 40.32.58.67
CYCLES ALBERE, 100, rue de la République - ST-NAZAIRE
CYCLES LERAY, L'Immaculée - ST-NAZAIRE
PEPINIERES Environnement Service, voie express - PORNICHET
Motoculture Jacques MOUSSAIS - SAVENAY

RENAULT

Saint Nazaire

CENTRE AUTOMOBILE DE L'ETOILE ☎ 40.70.35.07

VOIE EXPRESS PORNICHET - SAINT-NAZAIRE

**RENAULT
DES VOITURES
A VIVRE**

André LAJOINIE
A L'HEURE DE VERITE
sur Antenne 2
mercredi 23 mars à 20 h 30

ETUDES SOVIETIQUES

Magazine mensuel d'information
sur l'U.R.S.S.

Le numéro de mars est sorti !

★

Nous les femmes

★

La mode Zaitsev à Paris

★

MARTHA DESRUMAUX
Une grande dame du Nord

★

En vente chez les marchands 12 F
UN CADEAU VOUS ATTEND !

Abonnement 1 an : 100 F (cadeau)
14, place du Général-Catroux - 75017 PARIS

MINITEL 3615 code URSS

URGENT: un lycée en Brière

Chacun s'accorde à le reconnaître : il faut un nouveau lycée pour la région de la Brière. Depuis que Jean-Louis Le Corre est intervenu le 21 septembre 1987 auprès du Président du Conseil Régional Olivier Guichard, cette idée a grandi et fait son chemin.

Aujourd'hui, l'accès à un métier passe par une formation au plus haut niveau possible. Le lycée Aristide-Briand de St-Nazaire, saturé, n'offre plus aux jeunes des conditions d'études satisfaisantes. Plus de 600 élèves de nos communes de Brière sont aujourd'hui concernés, ils seront plus de 1 000 très rapidement.

Ce n'est pas dans ce sens que le Conseil Régional et les élus de Droite qui le dirigent, ont délibéré au mois de décembre dernier. Ils ont prévu pour 1990 l'ouverture de 4 nouveaux lycées dans les pays de Loire : 3 en Vendée et 2 au Mans. Si la situation n'évolue pas, le nouveau lycée en Brière resterait un vœu pieux. Il faut donc que tous les intéressés, et en premier lieu les jeunes eux-mêmes, interviennent pour modifier les décisions prises.

Evidemment, depuis des années maintenant, lorsque les jeunes et les parents revendiquent

pour l'amélioration de la qualité et des conditions de l'enseignement, la réponse est : **Il n'y a pas d'argent !**

Nul doute que le même argument va être resservi pour le nouveau lycée en Brière. Toutes les bonnes âmes diront la main sur le cœur : « Un nouveau lycée en Brière ? On est d'accord ! Mais il n'y a pas d'argent ». Ou bien encore : « D'accord mais payez-le vous-même ». (A travers l'augmentation des impôts locaux départementaux et régionaux.)

Et pourtant, de l'argent il y en a. Depuis le coup qu'ils ont porté à Devaquet, les jeunes disent avec raison : « *De l'argent pour les lycées pas pour les missiles. Des crayons, pas des canons !* ».

Ils ont raison, de l'argent il y en a. Il suffit de le prendre sur le budget de surarmement voté au Parlement (+ 500 milliards de francs !) par les députés U.D.F., R.P.R. socialistes et lepénistes. Seuls les députés communistes ayant voté contre.

Il faut choisir : ou la France poursuit sa ruineuse politique de surarmement quand les autres (URSS et USA) jettent des missiles à la casse, ou nous obtenons par notre intervention une réduction des dépenses de surarme-

ment et les sommes dégagées peuvent être utilisées à des œuvres de vie, par exemple : l'éducation.

Il faut le savoir, toutes les forces politiques, à l'exception des communistes, ont décidé la fabrication :

- d'un septième sous-marin nucléaire ;
- d'un nouveau missile S4 destiné à remplacer les Pershings ;
- d'un missile ASMP portant une charge 15 fois supérieure à celle d'Hiroshima ;
- d'un canon nucléaire ;
- d'armes chimiques notamment de la bombe à gaz bmane destinée à tuer.

Sans mettre en cause notre défense nationale, on peut dès à présent réduire de 40 milliards les dépenses militaires comme le demande André Lajoinie. Voilà des sommes qui pourraient s'investir plus utilement et en particulier dans l'éducation.

La lutte pour l'implantation d'un lycée en Brière passe par la mise en cause de l'énormité des dépenses de mort. Avec les lycéens qui ont défilé dans les rues, nous disons :

« MOINS DE BOMBES ET PLUS D'ECOLES ».

BRETAGNE LOIRE EQUIPEMENT

CONSTRUIRE
GÉRER
ENTREPRENDRE
AMÉNAGER
DIFFUSER

Des équipes de professionnels connaissant le marché public, ses décideurs et leurs impératifs.

Bretagne Loire équipement :

le partenaire indispensable pour une conception moderne de la gestion des collectivités.

EDIMAGE

92, rue Carnot
56100 Lorient
Tél. : 97.21.65.71


LA FORCE D'UN GROUPE
gifco

M. DE BEAUDINIÈRE SOYEZ SÉRIEUX

Pour fuir ses responsabilités, « le Seigneur du Marais »
accuse ceux qui, à juste raison, ont refusé
« son projet d'aménagement du bassin du Brivet »

Tempêtes à répétition, pluviométrie exceptionnelle, fleuves et rivières en crue, zones basses inondées, routes coupées, nombreuses maisons évacuées : la France était sous l'eau. Et, curieusement, pendant toute une semaine, à voir l'importance

qu'on lui accordait dans la presse régionale, on aurait pu croire que la situation la plus critique était celle que connaissait Saint-Joachim.

Il est vrai que le niveau atteint était de 30 à 40 cm trop élevé et que cette situation est génératrice de contraintes, de désagréments, voire de dommages... Mais il est vrai aussi que l'existence d'un vase d'expansion tel que la Brière fait que les habitants ne sont pas sous la menace d'une montée brutale des eaux.

ALORS, POURQUOI UNE TELLE CAMPAGNE ?

Oui, pourquoi cette importance donnée à notre commune dans la presse ?

Les journaux de Hersant : « Presse-Océan » et « L'Eclair », ainsi que « Ouest-France » et « La Presqu'île » se sont empressés d'ouvrir généreusement leurs colonnes au président de l'Union des Marais du Bassin du Brivet, M. de Beaudinière.

Ce dernier, qui est également premier vice-président du Conseil général, président du Parc régional de Brière et désormais responsable unique de la manœuvre de toutes les portes assurant l'évacuation de l'eau des marais en Loire — bref, le seigneur incontesté du Marais — ce dernier donc, refusant de porter le chapeau qui est le sien, s'empresse d'ouvrir le parapluie en rendant responsables de cette situation les communes qui n'ont pas accepté « SON » projet d'aménagement du Bassin du Brivet.

SIMPLIFICATEUR, GROTESQUE, MENSONGER !

Et on nous reprochera de faire un blocage politique ! En ce qui nous concerne, notre position, nos propositions, notre action sont bien connues, sauf de ceux qui veulent les ignorer. Position et propositions qui sont également celles de la grande majorité du Conseil municipal, qui ont été exprimées à différentes reprises.

Quant à l'action menée par la Municipalité sous la direction de notre camarade Justy, nul non plus ne peut l'ignorer : 220 000 F d'investissement en 4 ans pour dévaser et nettoyer près de 14 km de curées. En commençant justement ce programme par Mazin et le secteur Est de la commune pour permettre un écoulement plus rapide des eaux de Boulaie vers la Brière. Jamais un tel

effort dans ce domaine n'a été consenti en si peu de temps sur la commune.

QUI POURRAIT LE PLUS DOIT POUVOIR LE MOINS

M. de Beaudinière assure que l'Etat, la Région et le Département verseront 30 millions dans l'escarcelle du Syndicat Intercommunal pour l'Aménagement Hydraulique du Bassin du Brivet quand il sera constitué, il n'a pu obtenir ces quelques centaines de milliers de francs ! A moins qu'il n'ait rien fait pour les obtenir, voulant démontrer à toutes forces qu'en dehors de son coûteux projet de recalibrage, il n'est point de salut et qu'il faut en passer par là.

DE QUOI RÉFLÉCHIR

Procès d'intention nous dira-t-on ? Voire... car certaines déclarations donnent à réfléchir.

Arrêtons-nous par exemple à celle-ci, faite par M. de Beaudinière au journal « La Presqu'île » 19 février. Il affirme : « Les niveaux baisseront d'au moins 30 cm d'ici huit jours » ! Ce qui veut dire qu'il est actuellement possible d'évacuer en huit jours un volume de 60 millions de mètres cubes d'eau : c'est le volume que donne une hauteur de 30 cm sur une surface inondée de 20 000 hectares (Brière, marais de Donges, marais du Haut-Brivet). Ce qui fait en moyenne 7 500 000 mètres cubes par jour.

Deux hypothèses se présentent alors à nous :

● C'est possible comme l'affirme M. de Beaudinière. Or il est tombé 20 cm de pluie au cours du mois de janvier, soit un volume de 160 millions

de mètres cubes sur l'ensemble constitué par les marais et leur bassin versant (80 000 hectares). En supposant même que le bassin versant saturé ne retienne rien de l'eau qu'il reçoit et que toute cette eau se retrouve dans les marais, cela fait une moyenne de 5,3 millions de mètres cubes par jour à évacuer.

POURQUOI NE L'A-T-ON PAS FAIT ?

● Ce n'est pas possible. Dans ce cas, M. de Beaudinière ignore les possibilités du système hydraulique dont il a la responsabilité, ou bien il pense qu'on peut faire avaler n'importe quelle coulée aux Briérons. N'est-il pas dit d'ailleurs dans le même article que le Brivet reçoit « les eaux de St-Joachim par le canal de la Boulaie », ce qui supposerait que l'eau remonte le courant !

(En réalité, les relevés des niveaux d'eau des 19 et 26 février révèlent une baisse de 14 cm en Boulaie et de 7 cm en Brière).

C'est trop d'importance à donner à une déclaration dira-t-on ? Non, car elle est, après d'autres, significative du peu de crédit qu'il faut accorder aux déclarations du président de l'Union des Marais, de sa connaissance pour le moins approximative des problèmes et du terrain, et du mépris dans lequel il semble tenir les Briérons.

EN CONCLUSION

Sans entrer dans le détail, la seule coloration « politique » de nos propositions, c'est d'être conformes au bon sens, aux intérêts de la population et à nos engagements.

UN BASSIN D'INITIATION A LA NATATION

Depuis plus de 12 ans, les enfants des communes de Montoir, Trignac, St-Malo-de-Guersac et, plus récemment, ceux de St-Joachim, fréquentent durant la période scolaire, le bassin d'initiation à la natation de Montoir (B.A.M.).

Celui-ci avait été installé à Montoir, il faut le rappeler, à l'initiative de notre ami Jean-Louis Le Corre, lorsqu'il était conseiller général du canton.

Depuis, ce sont des centaines et des centaines d'enfants des écoles publiques et privées (400 et 500 enfants par année scolaire), qui ont ainsi fait l'apprentissage de la natation.

Toutefois, il faut bien l'admettre, ce bassin « mobile » ne répond plus aux besoins et, surtout, nécessite chaque année de lourdes charges d'entretien.

Aussi, pour permettre la poursuite de cette action exemplaire, menée avec le concours des élus, des parents d'élèves et des enseignants, le SIVOM de la Région Briéronne, présidé par Jean-Louis Le Corre, s'est prononcé il y a deux ans pour la réalisation d'un bassin « en dur ». Entendons par là, par une structure nouvelle adaptée à l'éducation de la natation.

Un projet a été présenté aux Elus locaux et transmis pour attribution de subvention, au Conseil Général, à la Région, au Ministre de la Jeunesse et des Sports.

Jean-Louis Le Corre devait rencontrer, fin 1987, le directeur du cabinet de M. Bergelin, ministre des Sports.

Paradoxe : comprenne qui pourra !...

La Jeunesse et Sports ne subventionne que les grands bassins dits « Bassins Olympiques » sous réserve qu'il existe dans le secteur concerné « des sportifs de haut niveau ».

Sans nul doute, pour le Ministre, l'on peut être sportif de haut niveau sans connaître l'initiation et l'apprentissage...

En matière de natation, comme dans les autres disciplines sportives, seule l'élite a droit de cité. Le sport de masse, de base, le sport pour tous, Bergelin ne connaît pas !

Toutefois, il apparaît que face à la demande accrue des Collectivités locales, le département de la Loire-Atlantique s'oriente vers l'attribution de subvention pour ce type de bassin...

Le SIVOM de la Région Briéronne en a pris acte et vient de renouveler sa candidature pour assurer, en 1988, le financement d'un bassin d'apprentissage à la natation.

UN BASSIN « SINISTRÉ » Une démarche de J.-L. LE CORRE

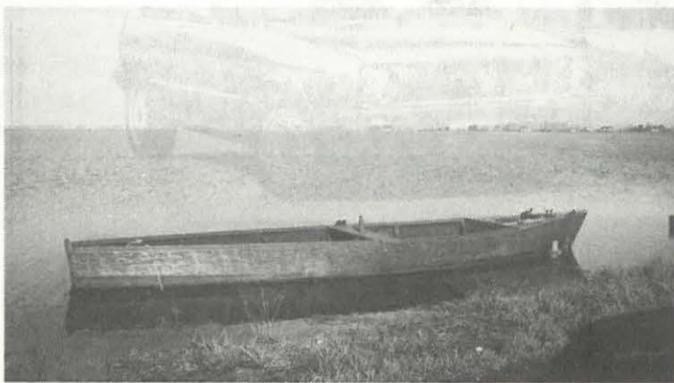
Rarement notre région de Brière n'a connu une telle montée des eaux... L'absence de travaux d'entretien depuis plusieurs années sur les canaux de la Martigué, de la Taillée, du Priory ainsi que sur le lit du Brivet (par exemple à l'ancien pont de Méan, détruit durant la guerre 39/45), a aggravé encore cette situation en freinant l'écoulement vers le Loire.

En bordure de Brière, nombre de voies ont été inondées (Cuneix, Aisne, etc...).

Pour de nombreuses familles, cette montée des eaux du Bassin du Brivet a provoqué des inondations d'immeubles ou de dépendances.

Les dégâts, s'ils ont pu être limités, n'en sont pas moins importants. Toutefois, ceux-ci ne peuvent être couverts par les Assurances que si notre région est déclarée : « sinistrée ».

Jean-Louis Le Corre, maire de Trignac, conseiller général, a saisi le Préfet de Région de cette question. Celui-ci vient de lui faire connaître qu'il compte prendre toutes mesures allant dans ce sens, en demandant au Gouvernement de déclarer la Région du Bassin du Brivet « sinistrée ».



La Brière, un immense bassin créateur de crues, il limite les inondations, vue de Trignac.

C'est le premier pas
qui coûte:

**ENTRÉE
GRATUITE**

ici c'est
pas la
jungle!..

GO CUISINES

ALAIN GREGOIRE

48 Bd VICTOR HUGO
SAINT-NAZAIRE TEL. 40 66 33 64

CONSEILLER
FABRICANT
S.C.H.M.I.E.

CUISINES

« NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE PUBLICITE »

S.A.R.L. au capital de 50 000 F
Siège social : 41, rue des Olivettes
44000 NANTES - Tél. 40.89.72.28
R.C.S. Nantes
N° SIRET 32151228700012
Code A.P.E. : 5120
Gérant : M. Maurice ROCHER
Rédacteur en chef : Joël BUSSON
Associés à parts égales :
MM. M. ROCHER, G. GRAVOILLE,
J.-Y. COUPEL,
Gilles BONTEMPS.
Imprimerie Commerciale
32, bd Laënnec - RENNES
C.P.P. n° 52 987